En décembre 2012, la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), en collaboration avec l'ONG Arab Women Organisation (AWO), a envoyé une mission internationale d'enquête afin de rencontrer des femmes syriennes qui ont fui la crise et cherché refuge en Jordanie. La mission s'est concentrée sur l'impact du conflit en cours sur les femmes et a cherché à documenter les formes spécifiques de violence visant les femmes. La délégation de la FIDH s’est rendue dans trois camps de réfugiés, al Zaatari, King Abdullah Park et Cyber City, et a organisé des réunions avec 80 réfugié-e-s vivant à l'extérieur des camps “officiels, à Amman, Rusaifa, Dhleil et Sama Sarhan (Gouvernorat de Zarqa). Il reste extrêmement difficile de mesurer l'ampleur des violences sexuelles ou de tirer des conclusions sur les schémas, notamment en raison de la stigmatisation entourant les personnes victimes de ces crimes. Cependant, toutes les personnes interrogées déclarent avoir été témoins ou avoir entendu parler de cas de violences sexuelles, et ont déclaré que la peur d'être violées avait motivé leur décision de fuir le pays. Plusieurs des femmes interrogées ont rapporté des cas de viol et d'autres formes de violences sexuelles commises par les forces pro-gouvernementales lors de fouilles de maisons, suite à des arrestations à des points de contrôle et en détention. Certains récits font également état de crimes commis par des groupes armés anti-gouvernementaux. Une grande partie des personnes interrogées a également parlé du risque d'enlèvement de femmes par toutes les parties au conflit, pour obtenir des informations ou comme monnaie d'échange pour obtenir la libération de prisonniers. Selon plusieurs femmes et des organisations proposant des services de soutien, les familles forcent quelquefois les survivantes d'un viol à se marier pour « sauver l'honneur familial ». Les risques de stigmatisation et de rejet des survivantes imposent une culture du silence, empêchant les femmes de dénoncer les crimes sexuels subis. De ce fait, une grande partie de celles qui ont besoin d'un soutien médical et psychosocial n'y ont pas accès. À la fin de ce document, la FIDH présente une série de recommandations à l'attention des diverses parties prenantes.
  Pour accéder à l'intégralité du rapport : http://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport_syrie_fr.pdf